Robert Schuman, Pour l'Europe: extrait sur la position du Royaume-Uni à l'égard du plan Schuman

Légende: Dans ses Mémoires, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, évoque les raisons de la position négative du Royaume-Uni vis-à-vis du projet français de mise en commun de la production du charbon et de l'acier en Europe occidentale.

Source: SCHUMAN, Robert. Pour l'Europe. 4e éd. Genève: Nagel S.A., 2005. 163 p. ISBN 2-8263-0830-0. (Ecrits politiques). p. 91-92.

Copyright: Robert Schuman "Pour l'Europe" (c) 2005 by Les Editions Nagel SA,
Successeurs Guillaume Briquet et Marika Torrione
Genève ISBN 2-8263-0830-O

URL:
http://www.cvce.eu/obj/robert_schuman_pour_l_europe_extrait_sur_la_position_du_royaume_uni_a_l_egard_du_plan_schuman-fr-6e00636d-10f9-44b3-b2ba-891075d19abb.html

Date de dernière mise à jour: 05/03/2015

Robert Schuman, *Pour l'Europe*

[...]

Comment expliquer le point de vue anglais? J'ai toujours devant mon esprit la figure de mon ami Ernest Bevin, qui parlait à ce moment-là au nom du gouvernement anglais. Il lui paraissait impossible, impensable, qu'il puisse y avoir pour un Anglais, pour un gouvernement anglais, pour le Parlement anglais, une autorité supérieure à celle du Parlement anglais. Aucun argument ne pouvait ébranler cette position, non par suite d'une espèce d'entêtement – l'Anglais est capable de beaucoup de souplesse empirique – mais en fonction d'un raisonnement logique: un gouvernement anglais ne saurait accorder à un organisme européen plus d'autorité que n'en ont les organes du Commonwealth. Comme il n'y a aucune trace de supranational à l'intérieur du Commonwealth, il n'est pas concevable qu'on reconnaisse une autorité supranationale à des organismes européens. Pour l'Anglais la primauté appartient au Commonwealth, non seulement chronologiquement, mais aussi sentimentalement. Il faut comprendre cela. Nous ne l'avons peut-être pas suffisamment saisi au début, c'est pour cela que nous avions l'illusion qu'il serait possible d'avoir d'emblée l'adhésion de l'Angleterre. Dans aucun domaine un gouvernement anglais, un Parlement anglais, ne peut admettre des décisions qui seraient prises en dehors de lui et peut-être contre lui.

[...]